

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

LESTRAVAUX DE LA FONDATION 2017

BEST THINK TANKS WITH A POLITICAL PARTY AFFILIATION

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

1. Konrad Adenauer Foundation (KAS) (Germany)
2. Friedrich Ebert Foundation (FES) (Germany)
3. Heinrich Boll Foundation (HBS) (Germany)
4. Demos (United Kingdom)
5. Fabian Society (United Kingdom)
6. Friedrich Naumann Foundation for Freedom (FNF) (Germany)
7. Foundation for European Progressive Studies (FEPS) (Belgium)
8. Hanns Seidel Foundation (HSS) (Germany)
9. European Ideas Network (EIN) (Belgium)
10. Wilfried Martens Centre for European Studies (WMCES), FKA Centre for European Studies (Belgium)
11. National Democratic Institute (NDI) (United States)
12. International Republican Institute (United States)
13. Progressive Policy Institute (PPI) (United States)
14. Party School of the Central Committee of the Communist Party of China (China)
15. Fundacion Jaime Guzman (FJG) (Chile)
16. New Democrat Network (NDN) (United States)
17. Foundation for EU Democracy (Belgium)
18. Foundation Max van der Stoep, FKA Evert Vermeer Foundation (Netherlands)

19. Fondation pour l'Innovation Politique (Fondapol) (France)

20. Green European Foundation (GEF) (Belgium)
21. Rosa Luxemburg Foundation (RLS) (Germany)
22. Fundación para el Analisis y los Estudios Sociales (FAES) (Spain)
23. Wiardi Beckman Foundation (WBS) (Netherlands)
24. Terra Nova (France)
25. Fondazione Italianieuropei (Italy)
26. Fundación Pensar (Argentina)
27. Institute of Strategic Analysis and Policy Research (INSAP) (Malaysia)
28. Fundação Armando Álvares Penteado (FAAP) (Brazil)
29. SEDAR Institute (Malaysia)
30. Foundation for European Progressive Studies (FEPS) (Belgium)
31. Institute of European Democrats (IED) (Belgium)
32. Bertil Ohlininstitutet (Sweden)
33. Dr. Syama Prasad Mookerjee Research Foundation (India)
34. Fondation Jean-Jaurès (France)
35. Foundation for Political, Economic and Social Research (SETA) (Turkey)
36. Fundação Perseu Abramo (FPA) (Brazil)
37. Jinnah Institute (Pakistan)
38. Menzies Research Centre (Australia)
39. Russkiy Mir Foundation (Russia)
40. Vivekananda International Foundation (India)

Source : 2015 Global Go To Think Tank Index Report, janvier 2016,
http://repository.upenn.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1009&context=think_tanks



Le 26 janvier 2017, la 10e édition du Global Go To Think Tank Index a été rendue publique. Ce classement est la référence des think tanks dans le monde. Plus de 4750 experts, universitaires, décideurs politiques, représentants d'ONG, think tanks, journalistes et chefs d'entreprise de nombreux pays ont participé à l'élaboration de ce classement annuel des 6 846 think tanks dans le monde, dont les 180 think tanks français.

1^{er} think tank politique français
19^{ème} think tank politique dans le monde

NOTRE ACTIVITÉ EN 2017

I. ACCOMPAGNER L'ACTION PUBLIQUE	6
• Pour un marché de l'emploi efficace et juste • Conjurer la fragilisation du monde démocratique • Repenser les liens entre la puissance publique et la société civile • La santé par l'innovation et la prévention • Instruire, éduquer, former	
II. LES ENQUÊTES DE LA FONDATION	22
III. PARTICIPER AU DÉBAT PUBLIC	24
• Nos livres annuels : <i>L'Opinion européenne</i> et <i>Innovation politique</i> • Nos blogs «Trop libre» et «Anthropotechnie» • Nos tables rondes • Nos partenariats • Le site de la Fondation : fondapol.org • Les données de la Fondation : data.fondapol.org • La newsletter de la Fondation : fondapol.mag • La Web TV de la Fondation : fondapol.TV (Dailymotion -Youtube)	
IV. NOS TRAVAUX (2009-2017)	46
V. LES CHIFFRES	58

ACCOMPAGNER L'ACTION PUBLIQUE

• POUR UN MARCHÉ DE L'EMPLOI EFFICACE ET JUSTE	7
• CONJURER LA FRAGILISATION DU MONDE DÉMOCRATIQUE	11
• REPENSER LES LIENS ENTRE LA PUISSANCE PUBLIQUE ET LA SOCIÉTÉ CIVILE	16
• LA SANTÉ PAR L'INNOVATION ET LA PRÉVENTION	18
• INSTRUIRE, ÉDUIQUER, FORMER.....	20

POUR UN MARCHÉ DE L'EMPLOI EFFICACE ET JUSTE



POUR L'EMPLOI : LA SUBROGATION DU CRÉDIT D'IMPÔT DES SERVICES À LA PERSONNE

Par Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié – Août 2017

Le mécanisme présenté dans cette note vise à relancer la dynamique des services à la personne en favorisant l'accès du plus grand nombre aux services déclarés, par la suppression du décalage de crédit d'impôt que le système actuel fait supporter aux ménages. Ce décalage de trésorerie freine le recours aux services à la personne, contrariant le développement d'un secteur aux effets positifs potentiellement considérables sur l'emploi et la croissance. Selon les techniques de la cession de créances, ou de subrogation conventionnelle prônées ici, le mécanisme permettrait une mobilisation immédiate par le secteur bancaire, sans avoir à requérir un effort financier de la part de l'État. La créance naîtrait lors de chaque consommation de services à la personne et serait immédiatement mobilisable auprès d'un établissement financier.

Du côté de l'État, la création de créance correspondant aux 50 % de crédit d'impôt ne change pas le mécanisme actuel de comptabilisation de la dépense fiscale. Il n'y a donc pas d'incidence sur la dette au sens de Maastricht. Du côté du consommateur, la créance ainsi prise en charge, lui permet de bénéficier immédiatement d'un remboursement. Ce mécanisme encourage donc une demande plus importante de services auprès d'un organisme d'aide et de services à la personne ou d'un employé de services à la personne via un intermédiaire. Le bénéfice attendu est la création de 200 000 emplois dès la première année.

Au-delà du cas particulier du secteur des services à la personne, cette note promeut une méthode de réforme. Elle veut contribuer à l'avènement d'une nouvelle culture politique associant intimement à la décision publique les acteurs de la société civile et particulièrement le monde entrepreneurial. Cette méthode repose sur une identification partagée de l'intérêt général.

MARCHÉ DU TRAVAIL : POUR LA RÉFORME !

Par Faïçal Hafied – Juillet 2017

La présente note se fixe pour objectif de réactiver et développer les arguments soumis à la discussion et à la concertation dans le cadre de la réforme du marché du travail français. Elle est organisée autour de deux axes :

- un axe portant sur la flexibilisation accrue du marché du travail, dans lequel sont ébauchées des pistes visant à résorber la dualité du marché du travail. La question des conditions d'éligibilité à l'assurance chômage y est également soulevée et les incitations les plus pertinentes y sont évaluées. Enfin, la note souligne tout l'intérêt d'une simplification des dispositifs d'allègement des cotisations sociales ciblant les salaires situés au niveau du Smic;
- un axe concernant la sécurisation des parcours professionnels, qui souligne l'intérêt d'opérer un transfert de dotation budgétaire vers les emplois aidés du secteur marchand, pour lesquels le retour vers l'emploi des bénéficiaires est plus efficace. Des pistes visant à l'amélioration de la formation professionnelle sont également évoquées par le moyen d'un pilotage plus étroit des dispositifs, confié aux Régions et à un organisme chargé du contenu des programmes et de leur certification. La note milite par ailleurs en faveur de la modulation du financement de l'assurance chômage et la création d'un compte bonus-malus au niveau de chaque entreprise, sur le modèle de l'« experience rating » américain incitant les entreprises procédant à des licenciements à assumer les coûts associés pour la collectivité, le chômage étant une externalité négative.



Cette étude, en faveur de la réforme du marché du travail engagée par le gouvernement, s'articule autour du double objectif d'une plus grande flexibilité et d'une protection accrue des travailleurs devant le caractère plus volatil et heurté de l'environnement économique.



PARFAIRE LE PARITARISME PAR L'INDÉPENDANCE FINANCIÈRE

Par Julien Damon – Avril 2017

Le paritarisme est à l'ordre du jour du débat public. Certains proposent de s'en défaire, d'autres aspirent à le préciser et, là où il est nécessaire, à le parfaire. L'expression « paritarisme » désigne des blocs de politiques aux enjeux sensiblement différents (sécurité sociale, protection sociale complémentaire, formation professionnelle, politique du logement...).

S'il est impossible et illégitime de vouloir se défaire, d'un coup, de tout ce que comprend et implique le paritarisme, il importe de parfaire un ensemble de mécanismes afin de permettre aux Français de se réappropriier démocratiquement leur protection sociale. Le paritarisme, en effet, intrigue, intéresse et inquiète. Il intrigue, car les procédures et circuits procèdent d'une redoutable complexité. Il intéresse (ou devrait intéresser), car il se situe au cœur du modèle social français. Enfin, il inquiète, car le relatif manque de clarté et de légitimité appelle un nécessaire aggiornamento. Au moins sur le plan financier.

Cette note plaide pour des organisations syndicales d'employés et d'employeurs investies dans un paritarisme mieux délimité et moins dépendant des finances publiques : une transparence assurée, une indépendance affirmée et une gouvernance optimisée.

DETTE PUBLIQUE : LA MESURER, LA RÉDUIRE

Par Jean-Marc Daniel – Avril 2017

Avant de débattre d'un enjeu, il y a la nécessité de s'entendre sur la définition des mots. Qu'est-ce qu'une « dette » et comment en donner une traduction chiffrée ?

En modifiant, même insensiblement, la définition des concepts, on oriente les résultats de l'évaluation, on infléchit l'interprétation de la réalité et on modifie les prescriptions de politique économique.

Les Européens se sont mis d'accord sur une définition de la dette qui est désormais utilisée, y compris par les pays extérieurs à l'Europe à travers la formule de « dette au sens de Maastricht ». Cette définition est néanmoins accusée tantôt d'être trop générale tantôt d'être trop limitée et in fine de masquer l'ampleur de la détérioration de la situation financière des États.



Le but de la présente note est de faire le point sur le cas de la France en considérant la dette au sens de Maastricht avant de voir comment des évaluations différentes et une définition des contours, autre que celle retenue dans le traité de Maastricht, pourraient en donner une image renouvelée. Une analyse fine de l'outil de mesure est importante. Cependant, la réalité économique impose comme une évidence la nécessité d'équilibrer au plus vite les comptes publics.



L'ACTIF ÉPARGNE LOGEMENT. CONCILIER MOBILITÉ ET PROPRIÉTÉ

Par Pierre-François Gouiffès – Février 2017

La propriété demeure centrale dans le logement puisqu'elle conditionne l'investissement dans un secteur fortement capitalistique. En France, elle se répartit quasi exclusivement entre les ménages et les bailleurs sociaux et publics, qui concentrent également l'essentiel des transferts de propriété.

Toute réforme visant à transformer et à moderniser l'organisation de la propriété du logement doit viser à renforcer la mobilité résidentielle et patrimoniale. Une orientation importante consiste à mieux distinguer le logement en tant que service du logement en tant qu'actif ; on peut alors faciliter la transformation en cours de l'utilisation du logement par le numérique et les nouveaux usages, tout en permettant de multiples utilisations de la réserve de valeur que constitue le logement en tant qu'actif.

L'actif épargne logement (AEL), innovation juridique et fiscale proposée dans cette note, a pour ambition de constituer un instrument de modernisation pertinent. L'AEL consiste à donner à chaque Français un droit générique à la propriété de tout ou partie d'un lot de logement. Ce droit à l'AEL permet l'accession progressive au logement et favorise la mobilité résidentielle et patrimoniale.

À l'heure où la révolution de l'économie collaborative semble remettre en cause le concept même de propriété au profit de l'usage et de l'expérience, il est utile de rappeler l'organisation de la propriété du logement en France. La question est de savoir si cette organisation atténue ou, au contraire, renforce les deux maux économiques et sociétaux que sont la faible mobilité résidentielle et les difficultés croissantes d'accession à la propriété.



REPENSER NOTRE POLITIQUE COMMERCIALE

Par Laurence Daziano – Janvier 2017

À l'heure où le protectionnisme occupe une place croissante dans le débat public aux États-Unis comme en Europe, l'ouverture au monde de l'économie française, condition de sa croissance, ne saurait être remise en cause. L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis symbolise le retour du protectionnisme dans les échanges internationaux et devrait avoir des impacts forts sur les échanges internationaux.

Au sein de l'Union européenne, la politique commerciale, compétence exclusive de l'Union, fait également l'objet de contestations croissantes. Le commerce international constitue d'autant plus un facteur déterminant de l'influence et du rang de la France dans le monde au travers des grandes négociations multilatérales. Notre pays doit y retrouver une place centrale malgré ses handicaps : déficit de la balance commerciale structurellement élevé, décrochage industriel. Parallèlement, la structure du commerce

mondial s'est fortement modifiée, déplaçant les zones de croissance des pays développés vers les pays émergents, dans lesquels il nous faudra investir massivement.

La politique commerciale de la France doit être refondée, avec des ambitions renouvelées et une « vision », davantage que des mesures techniques. La présente note a pour ambition de constituer un ensemble cohérent et ambitieux de réformes pour repenser notre politique commerciale et retrouver une place centrale dans la nouvelle économie mondiale.

RÉFORMER : QUEL DISCOURS POUR CONVAINCRE ?

Par Christophe de Voogd – Février 2017

Parmi les multiples facettes de l'« exception française », il en est une dont on ne peut sans doute guère se réjouir : de toutes les grandes démocraties occidentales, la France est la seule à n'avoir pas réformé son État-providence. Celui-ci a continué à enfler, au point d'écraser le corps social sous l'accumulation des prélèvements et des normes, tout en sombrant lui-même dans l'impotence, paralysé par son propre poids. Le diagnostic et les mesures indispensables sont pourtant disponibles depuis une bonne décennie, de rapports en commissions, d'expertises en recommandations. Et ils font l'objet d'un large consensus, du centre gauche à la droite républicaine.

Quelles sont donc les causes de cette inaction durable et paradoxale ? Question de méthode, notamment en raison d'une trop modeste pédagogie de la réforme, contrariée par le discours « média-politique » dominant. Certes, les attentes de la population sont désormais plus favorables à des changements décisifs – limitation de la dépense publique, libération de l'initiative, réforme du marché du travail et de la protection sociale –, mais les enquêtes d'opinion montrent toutefois des réponses incertaines, changeantes et parfois contradictoires.

C'est un discours convaincant de la réforme qu'il faut mettre au point dans la perspective de cette échéance décisive. Pour ce faire, les leçons les plus assurées de la rhétorique politique pourraient être utilement mises à profit d'abord pour construire un vigoureux contre-discours face à de très puissantes forces conservatrices, ensuite pour proposer une parole réformatrice, positive et prometteuse, fondée sur les valeurs consensuelles de liberté et d'équité.



CONJURER LA FRAGILISATION DU MONDE DÉMOCRATIQUE



OÙ VA LA DÉMOCRATIE ?

Sous la direction de Dominique Reynié – Octobre 2017
Plon, Paris, 2017, 320 pages

Le régime démocratique entre dans une nouvelle phase de son histoire. Son avenir est incertain. Voilà pourquoi il importe de mieux définir l'état présent de la démocratie. C'est dans ce but que l'enquête « Où va la démocratie ? » a été conçue par la Fondation pour l'innovation politique. Plus de 22 000 citoyens ont été interrogés dans 26 pays : 22 pays de l'Union européenne puis la Suisse, la Norvège, le Royaume-Uni et, enfin, les États-Unis.

L'enquête aborde de nombreuses questions, parmi lesquelles l'attachement au vote, la confiance dans les institutions, la montée de l'autoritarisme, la confiance dans les gouvernants mais aussi dans les médias, les jugements suscités par la police et l'armée, l'état de l'opinion sur la peine de mort, l'immigration, l'avortement, les réfugiés ou l'islam, etc. Cette enquête est le fruit d'un travail collectif. Outre les réflexions des membres de l'équipe de la Fondation pour l'innovation politique, l'étude comprend aussi les contributions des universitaires de différents pays : Oriol Bartomeus, Bruno Cautrès, Corinne Deloy, David Hanley, Aminata Kone, Marc Lazar, Anne Muxel, Pascal Perrineau, Dominique Reynié, Johan Rochel, Jacques Rupnik, Corentin Sellin, Christophe de Voogd et Mathieu Zagrodzki.

Depuis plusieurs années, les signes d'une fragilisation du monde démocratique se multiplient. La hausse de l'abstention, l'installation d'un puissant vote populiste ou les fractures territoriales et culturelles en sont les signes les plus remarquables. Les démocraties subissent les effets du grand changement historique. La globalisation, le basculement démographique et migratoire font douter de la capacité de régulation, voire de gouvernement, des États. Dans le monde démocratique, on ne met pas encore en doute massivement la valeur du vote mais on s'interroge de plus en plus sur sa légitimité et son utilité.

AUTRICHE : VIRAGE À DROITE

Par Patrick Moreau – Novembre 2017

Les élections législatives du 15 octobre 2017 apparaissent comme un tournant majeur dans l'histoire du système politique autrichien. Sebastian Kurz est appelé à devenir le plus jeune dirigeant au monde à la suite de la victoire de son parti, la Liste Kurz, avec 31,5 % des voix.

En quelques mois seulement, Sebastian Kurz, surnommé Wunderwuzzi (« l'enfant prodige »), a donc pris la tête d'un parti à bout de souffle, l'ÖVP, a repeint sa façade – exit le noir, ancienne couleur du parti, remplacé par du bleu turquoise – et lui a donné un nouveau nom. L'annonce par le dirigeant conservateur et le FPÖ de l'ouverture de négociations pour la formation d'une coalition de gouvernement signifie un retour possible de l'extrême droite à la cogestion du pouvoir, une première depuis dix-sept ans.



La note a pour objectif d'analyser les résultats de l'élection au Conseil national du 15 octobre 2017, tout en s'interrogeant sur les causes d'une large redistribution des cartes dans le paysage politique autrichien.



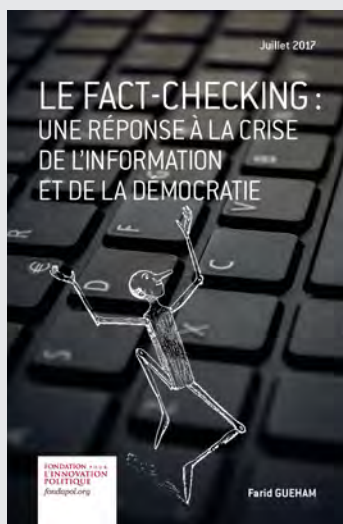
VIOLENCE ANTISÉMITES EN EUROPE (2005-2015)

Par Johannes Due Enstad – Septembre 2017

Quelle est la fréquence des actes antisémites violents dans l'Europe d'aujourd'hui et quelles sont les tendances observables ? Dans quelle mesure les membres de la communauté juive sont-ils exposés dans les différents pays ? Qui sont les auteurs de ces crimes ? Il est évidemment impératif de pouvoir répondre à ces questions aussi précisément que possible si l'on veut combattre efficacement l'antisémitisme, et en particulier l'antisémitisme violent.

Le travail présenté dans cette note tente d'établir une première comparaison des niveaux de violence antisémitisme dans différents pays en combinant les données relatives aux incidents fondées sur les rapports de police avec les résultats d'une enquête sur l'antisémitisme réalisée en 2012 par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA). Un échantillon de sept pays (Allemagne, Danemark, France, Royaume-Uni, Norvège, Suède et Russie) permet d'esquisser des analyses mais c'est surtout sur la base des données de quatre pays du panel (France, Royaume-Uni, Allemagne et Suède) que l'étude comparative a été rendue possible. C'est en France que l'exposition des Juifs à la violence antisémitisme semble la plus forte.

Les résultats présentés ici constituent une première contribution à une évaluation rigoureuse de l'antisémitisme violent dans les pays européens. Ce travail appelle à la construction d'indicateurs communs. La définition d'une mesure précise de l'antisémitisme est l'outil indispensable d'une lutte efficace contre ce redoutable préjugé, capable d'engendrer des comportements violents, y compris meurtriers.



LE FACT-CHECKING : UNE RÉPONSE À LA CRISE DE L'INFORMATION ET DE LA DÉMOCRATIE

Par Farid Gueham – Juillet 2017

Aux fondements de la démarche du journaliste, le travail de vérification est réinventé par les nouvelles technologies. Devant la recrudescence des fake news et la désinformation sur les réseaux sociaux, la démarche de vérification est, elle aussi, en quête de légitimité. Le Big data et l'open data ont accéléré le traitement des données, révolutionnant la vérification de l'information. Les algorithmes au service du datajournalisme et les logiciels de fact-checking participatifs impactent autant la production et la consommation d'information que l'exercice d'une citoyenneté augmentée.

Mais pour les détracteurs de la vérification des faits, l'outil serait défectueux, partisan, biaisé par des financements ou un rattachement à des structures qui orienteraient ses résultats. Perfectible, mais nécessaire, le véritable intérêt du fact-checking résiderait dans une nouvelle éducation des citoyens aux médias et au discours politique à l'ère numérique. Et si le fact-checking, attendu comme le remède à la crise de confiance et de légitimité qui touche autant la classe politique que les médias, n'était que le retour aux sources d'une information de vérité par la voie de l'innovation ?

Jamais le discours politique n'aura été observé, analysé, vérifié avec autant de soin. Internet, tout en massifiant la quantité d'informations qui nous parvient chaque jour, drainant des données plus ou moins vérifiées, facilite également l'exercice de vérification des faits. Les nouvelles technologies qui portent le fact-checking vers la voie de l'automatisation et de la vérification en temps réel, façonnent notre rapport à l'information et au discours politique.

FRANCE : LES JUIFS VUS PAR LES MUSULMANS. ENTRE STÉRÉOTYPES ET MÉCONNAISSANCES

Par Dominique Schnapper, Iannis Roder, Mehdi Ghouirgate – Mai 2017

En France, la résurgence de l'antisémitisme est une évidence. Pourtant un trop grand nombre de personnes continuent de ne pas voir cette réalité. Le retour, ou la réaffirmation des préjugés haineux en général et de l'antisémitisme en particulier est l'une des manifestations les plus saillantes de la crise que traversent nos démocraties.

Obsession à la fois caractéristique et constitutive de l'extrême droite, l'antisémitisme ne s'y limite pas cependant. Les chemins de l'antisémitisme sont pluriels. Les années 2000 ont été marquées par l'affirmation d'un « nouvel antisémitisme », au sein d'une partie de la communauté immigrée et de culture musulmane.

Cette enquête a été menée en partenariat avec AJC (American Jewish Committee).



L'observation, la mesure et l'étude de ces préjugés sont redevenus nécessaires. Le but de cette étude est de comprendre comment celui qui se dit musulman ou de culture musulmane construit sa perception des juifs. Il nous est apparu nécessaire d'étudier, à travers une série d'entretiens qualitatifs réalisés par l'IFOP, les systèmes de représentation qui mènent ou, pour le moins, qui se combinent à l'expression de préjugés antisémites.



NOTRE-DAME-DES-LANDES : L'ÉTAT, LE DROIT, LA DÉMOCRATIE EMPÊCHÉS

Par Bruno Hug de Larauze – Mai 2017

Comment en est-on arrivé à cette situation où un projet de développement économique est empêché pendant des décennies ?

Aucun projet d'infrastructures n'a été plus étudié, analysé et expertisé que le transfert de l'Aéroport de Nantes Atlantique à Notre-Dame-des-Landes. Il a même été finalement approuvé par un vote démocratique. Pourtant, alors que l'aéroport du Grand Ouest devait être inauguré en 2017, la première pierre n'est pas encore posée. Sa réalisation aurait dû se dérouler de manière rationnelle et apaisée. Mais une opposition illégale occupe le site depuis plusieurs années sans que l'État ne parvienne à imposer les décisions publiques prises au terme de longues procédures d'expertises et de consultations.

Le transfert de l'Aéroport de Nantes Atlantique à Notre-Dame-des-Landes est devenu le symbole des nombreux blocages auxquels sont confrontés les grands projets de développement de notre pays. Il reste pourtant un projet mesuré et il a été conçu au terme d'un processus de décision longuement et minutieusement préparé. La décision d'entamer un chantier autorisé inscrirait le quinquennat sous le signe du volontarisme économique et politique dont nous avons grand besoin.

LES TROUBLES DU MONDE, L'ISLAMISME ET SA RÉCUPÉRATION POPULISTE : L'EUROPE DÉMOCRATIQUE MENACÉE

Par Pierre-Adrien Hanania, AJC- Fondapol - Mars 2017

Il ne fait pas de doute que le projet européen est l'un des plus ambitieux de l'histoire moderne. Son soixantième anniversaire est l'occasion de dire que nous lui devons beaucoup.

Le traité de Rome a permis d'éviter le retour sur le sol européen des guerres et des tyrannies qui ont persécuté nos peuples et ravagé notre continent.



Que reste-t-il du bel idéal initial d'une union toujours plus étroite, de la marche commune vers un progrès matériel et humain sans cesse reconduit, de la volonté de peser sur l'avenir du monde, de l'humanité comme de la planète ? Assaillie de toutes parts, prise en tenailles par ceux qui souhaitent sa dislocation, voire qui œuvrent en vue d'un Brexit généralisé, peu défendue, l'Europe se trouve confrontée à une pluralité d'enjeux.

CALAIS : MIROIR FRANÇAIS DE LA CRISE MIGRATOIRE EUROPÉENNE (1) ET (2)

Par Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach – Mars 2017

À Calais, depuis le milieu des années 1990 et l'ouverture du tunnel sous la Manche, la pression migratoire est allée grandissante. Aux réfugiés kosovars ont succédé Afghans, Iraniens, Soudanais ou encore Érythréens, et à la « jungle » pachtoune démantelée à l'été 2009 a succédé, en 2015, la « nouvelle jungle », véritable bidonville en périphérie de la ville. L'ampleur de la crise migratoire européenne, commencée en 2014, a provoqué une situation d'extrême tension.

Dans la première partie, les auteurs reviennent sur les épisodes les plus marquants de ces vingt années de présence des migrants à Calais et comment ils ont marqué les esprits des habitants et du personnel politique. Ils analysent la situation particulière de Calais et le rôle des acteurs présents sur le territoire (réfugiés, responsables politiques locaux et nationaux, associations, forces de l'ordre...).

Dans la seconde partie, consacrée à la crise migratoire à Calais depuis 2014, les auteurs montrent comment, entre les élections européennes de 2014 et les élections régionales de 2015, le Front national a progressé à Calais et dans ses environs comme nulle part ailleurs en France. Ils abordent ensuite la question de la délinquance, bien réelle, des migrants arrivés durant cette période à Calais et celle des très nombreuses et parfois violentes intrusions sur les sites d'Eurotunnel et du port de Calais par les migrants désireux de rejoindre l'Angleterre.

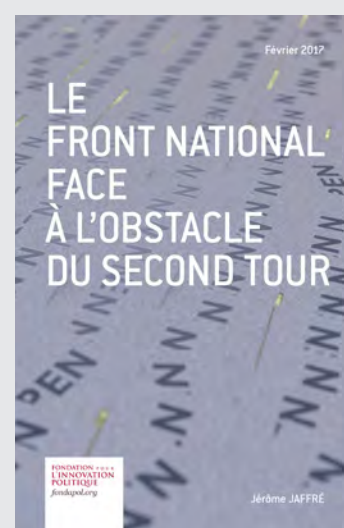
Si le traitement médiatique de la crise par la presse locale donne à voir la montée en puissance de la crise à mesure que la population migrante augmentait à Calais, il a aussi, selon les auteurs, participé à l'amplification et à la diffusion d'un certain sentiment de perte de contrôle de la situation par les autorités. Calais, devenu symbole de la crise migratoire, a également semblé se transformer en terrain de jeu pour les extrêmes lors des tensions répétées entre militants pro-migrants No Border et militants identitaires.



LE FRONT NATIONAL FACE À L'OBSTACLE DU SECOND TOUR

Par Jérôme Jaffré – Février 2017

Dans le système majoritaire qui caractérise les scrutins de la Ve République, le second tour a changé depuis peu de nature. Avec la tripartition de l'espace politique, les duels gauche-droite, totalement dominants durant la période 1962-2012, ne sont plus la règle absolue ni même la configuration dominante. Avec la montée du Front national en tête dans les premiers tours de scrutin, les résultats du second tour ne sont plus contenus dans ceux du premier, alors que jusque-là ils ne faisaient le plus souvent que confirmer voire accentuer le choix initial des électeurs. Le scrutin de ballottage redistribue les cartes.



D'une certaine façon, le système « UMPS » existe bel et bien mais il procède avant tout de la volonté des électeurs de ces deux formations d'adopter le comportement le plus adéquat en vue de faire obstacle à l'élection d'un représentant du Front national, même si celui-ci sort nettement en tête du premier tour. Tout se passe comme si le fameux plafond de verre qui empêche la victoire finale de ce parti ne cessait de s'élever au fur et à mesure de sa progression électorale.

REPENSER LES LIENS ENTRE LA PUISSANCE PUBLIQUE ET LA SOCIÉTÉ CIVILE



UNE « NORME INTELLIGENTE » AU SERVICE DE LA RÉFORME

par Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud – Décembre 2017

Réformer la France est impératif afin d'améliorer durablement la situation économique du pays. Mais cette volonté affirmée s'est historiquement heurtée sans cesse à des échecs récurrents.

En France, changer de paradigme permettrait à la norme d'embrasser de nouveaux outils au service d'une norme plus efficace, plus didactique et davantage conforme aux effets attendus. La mise en place de cette « norme intelligente » signifierait accepter les apports d'outils issus des nouvelles sciences économiques tels que l'économie comportementale expérimentale, la prise en compte de la dimension d'analyse économique des études d'impact, l'utilisation des expériences aléatoires ou encore la mise en place de nudges. Face à ces constats et à ces attentes, cette note propose des pistes pour faire de la norme une « norme intelligente » en France.

Cette nouvelle approche pourrait notamment transformer l'environnement juridique français afin qu'il s'adapte à une économie où le processus d'innovation gagnerait en ampleur dans les années à venir. Face à ces changements, la norme se doit d'être plus flexible, sans perdre pour autant en qualité.



VERS LA SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE

Par Farid Gueham – Janvier 2017

Jusqu'où ira la toute-puissance des GAFAs dans l'accès et l'exploitation de nos données personnelles ? Le confort de la servitude volontaire a un prix : la mise à nu de nos usages, de notre consommation, de notre santé.

Depuis les révélations du site Wikileaks, la valeur « data » est une ressource convoitée et jalousée par les États et les entreprises. À la course effrénée pour cette valeur prisée répond la mise en place d'un nouvel écosystème où s'affrontent les « cercles » de la souveraineté des citoyens, des États et des entreprises. Quelle voix pourra porter le message de la liberté des citoyens sans se briser contre le mur des puissantes multinationales ?

À l'heure où l'Union européenne affine sa politique de protection des données, de nouveaux rapports de force écrivent chaque jour les règles d'une gouvernance en genèse. Droit fondamental garanti par l'article 8 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, la protection des données des citoyens, à l'intérieur et à l'extérieur du territoire européen, ravive l'urgence à délimiter un cadre international des souverainetés.



DES STARTUPS D'ÉTAT À L'ÉTAT PLATEFORME

Par Pierre Pezziardi et Henri Verdier – Janvier 2017

Depuis 2013, emmenées par des agents publics déterminés, de petites équipes maîtrisant parfaitement les codes du numérique ont revivifié les valeurs de sens, d'autonomie et de responsabilité trop souvent absentes des grandes organisations. Dans une exceptionnelle frugalité de moyens, elles ont produit des services publics numériques plébiscités par leurs usagers. Par analogie avec les méthodes de production et d'organisation des startups, nous les avons appelées « startups d'État », même si elles ne visent ni le profit ni l'entrée en bourse.

Cette expérience est riche d'enseignements pour la réforme de l'État dans son ensemble. Pour qu'elle ne demeure pas un simple témoignage, il reste à en décider et à en organiser le passage à l'échelle pour engager une réelle et profonde conversion numérique de l'État.

C'est une réforme peu coûteuse : 0,1 % du budget de chaque administration suffirait à y implanter un incubateur d'innovation radicale comme beta.gouv.fr. Elle peut galvaniser une génération d'intrapreneurs de la fonction publique et émanciper une foule de contributeurs qui créeront des milliers de filières simplifiées, soulageant des millions de Français et dégageant d'énormes gains d'efficacité.

Exode numérique choisi ou uberisation subie, la traversée du désert est devant nous. L'exode de millions de salariés dépossédés du sens de leur travail est engagé, mais un nouveau pari de la confiance est possible. Il est même à portée de main.

LA RÉPUBLIQUE DES ENTREPRENEURS

Par Vincent Lorphelin – Janvier 2017

Un retour sur deux cents ans d'histoire permet de constater que, depuis Malthus, l'économie a progressivement été identifiée à la monnaie alors que les Anciens ne faisaient pas cet amalgame. Aujourd'hui, l'économie non marchande prend sa revanche. D'abord pressentie à travers les actifs immatériels, le travail gratuit, la consommation responsable, le besoin de sens social et environnemental du travail, elle se découvre dans toute sa diversité. Uber révèle que la richesse relationnelle, notée par de simples étoiles, peut bousculer en quelques mois le marché des taxis, sclérosé depuis soixante ans. BlaBlaCar, Airbnb ou Wikipédia manifestent la puissance de la société civile et du modèle coopératif qu'elle porte. Toutes ces ressources, jusqu'à présent invisibles, deviennent mesurables grâce à leur média numérique. Un nouveau continent économique se dessine, en début d'exploration par les entrepreneurs. Comme à l'époque des grandes explorations maritimes, le soutien sans faille de l'État en permettra la conquête organisée et bénéfique pour tous. Aujourd'hui, l'alliance par projet des entrepreneurs et de l'État doit fonder la République des entrepreneurs.



La politique de l'innovation peut signifier un manque de vision collective. Les experts sont démunis pour comprendre les transformations en cours. Tout cela leur impose de revenir aux mécanismes microéconomiques de ces transformations, qui ne se résument ni à la numérisation des entreprises ni à l'ubérisation ou aux systèmes collaboratifs. Tous ces phénomènes sont les conséquences d'un fait unique : la mutation de l'économie elle-même.

LA SANTÉ PAR L'INNOVATION ET LA PRÉVENTION



PORNO ADDICTION : NOUVEL ENJEU DE SOCIÉTÉ

Par David Reynié – Mars 2017

La pornographie demeure un sujet tabou. Il semblerait qu'une forme de bienséance mal placée l'ait exclue du débat public. Phénomène de masse qui, dans la société de l'Internet, a pris une ampleur colossale, il s'agit désormais d'un thème majeur, aux ramifications nombreuses et aux effets insoupçonnés.

Une documentation scientifique croissante établit, d'une part, l'amplification et la multiplication des problèmes rencontrés par les individus dans leur vie intime et, d'autre part, le lien entre ces problèmes et la consommation de contenu pornographique en ligne. C'est sur la base de ces études qu'est dénoncé ici le « porno » en tant que responsable d'un conditionnement émotionnel et neurologique désastreux dont sont victimes les consommateurs, le plus souvent sans en être conscients.

Le porno est un produit de consommation de masse. Le mutisme embarrassé à l'égard de ce type de contenu n'est pas approprié à l'ampleur du phénomène. On assiste depuis quelques années à un accroissement de l'inquiétude quant aux effets de l'exposition régulière aux contenus pornographiques. Ce qui était auparavant l'apanage des associations religieuses est devenu aujourd'hui une problématique citoyenne. On assiste à la naissance de mouvements anti-porno, principalement sous la forme de forums online, fondés sur l'expérience et les témoignages d'internautes qui ont pu en mesurer les effets dévastateurs sur leur psychologie et leur sexualité.

Il est frappant de constater que la controverse sur l'addiction au porno est déjà largement discutée et documentée outre-Atlantique, tandis qu'elle est quasiment absente du débat public français. Le but de cette note est de favoriser la discussion sur ce sujet.

DE L'ASSURANCE MALADIE À L'ASSURANCE SANTÉ

Par Patrick Negaret – Février 2017

La dégradation lente et inéluctable de notre système de santé nécessiterait des mesures fortes, structurelles, qui s'attaquent aux causes de cette situation. Continuer dans la voie actuelle aboutit à une lente érosion de la prise en charge par l'assurance maladie et à une augmentation régulière des prélèvements, assorties d'un déficit permanent. Malgré des soins de haut niveau et une certaine qualité des soins courants, les faits sont éloquentes : difficultés d'accès aux soins, résultats sanitaires souvent moyens, mécontentement des établissements de soins et des professionnels de santé, voire des assurés sociaux, gaspillages récurrents. Les soins ne sont qu'une partie de la santé et une véritable politique de santé ne saurait se résumer à toujours dépenser plus pour les soins. Au-delà de son rôle traditionnel de prise en charge des frais de santé, l'assurance maladie doit évoluer dans son approche et donner aux individus qu'elle est censée protéger les moyens de gérer leur capital santé.

La centralité de ce sujet dans une société de progrès fait qu'on ne peut le laisser de côté. Sa concrétisation repose sur la mobilisation des citoyens et leur implication dans la gestion de leur capital santé, dans une société de plus en plus ouverte à l'information. Trouver le chemin pour redéfinir les conditions d'une santé publique durable, responsable et viable est essentiel à la préservation du contrat social.



HÔPITAL : LIBÉRER L'INNOVATION

Par Christophe Marques, Nicolas Bouzou – Février 2017

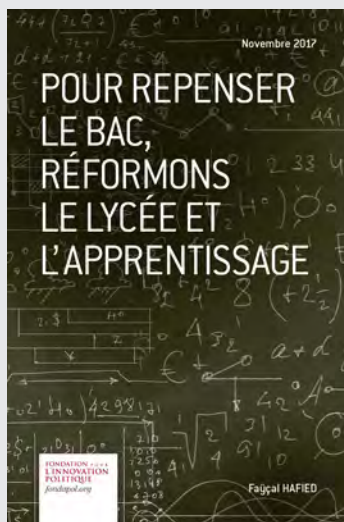
Le monde de la santé est entré dans une ère d'innovations radicales. Télémédecine, big data, intelligence artificielle, robotique ou encore génomique, ces disciplines médicales naissantes et aux progrès fulgurants vont propulser l'avènement d'une médecine plus prédictive, préventive, personnalisée et participative. Le système, en proie à de fortes inerties, se trouve donc confronté au défi de son adaptation en continu.

Freinées par un cadre réglementaire rigide, une administration en manque de réactivité, des structures lourdes et des ressources financières limitées, les adaptations organisationnelles et technologiques du secteur hospitalier sont affreusement lentes. La problématique du numérique est un cas d'école. Alors que la société française entre de plain-pied dans l'ère du digital, l'hôpital affiche en la matière pas moins de quinze années de retard.

Dans un environnement aux progrès technologiques aussi rapides que radicaux, l'hôpital doit faire preuve d'initiative, de flexibilité et de réactivité afin de se maintenir à la pointe de la modernité et assurer aux patients les meilleurs soins possibles. Cette note formule plusieurs préconisations, comme l'introduction de nouveaux outils de financement de l'innovation hospitalière, notamment en sollicitant des fonds privés, ou encore l'intégration aux hôpitaux d'incubateurs pour les start-up de la santé.



INSTRUIRE, ÉDUIQUER, FORMER



POUR REPENSER LE BAC, RÉFORMONS LE LYCÉE ET L'APPRENTISSAGE

Par Faïçal Hafied – Novembre 2017

Le baccalauréat fait l'objet d'une vaste concertation à laquelle la présente note souhaite contribuer.

Le baccalauréat ne doit plus être l'aboutissement symbolique des études secondaires. Il doit mieux s'articuler avec le supérieur. Par ailleurs, la filière professionnelle, à la fois socialement déconsidérée, opaque et excessivement centralisée, doit être administrée au plus près des territoires, en confiant un rôle plus actif aux branches professionnelles et en favorisant une implication plus grande des parents dans l'orientation.

Repenser le baccalauréat implique de concevoir une réforme profonde du lycée.

Le baccalauréat ne doit plus être l'aboutissement symbolique des études secondaires. Il peut demeurer le plus important des grands « rites de passage » républicains, depuis la fin de la conscription, mais doit davantage s'articuler avec le supérieur. L'enseignement professionnel doit également se dépouiller de son image négative et devenir une voie d'excellence, élective et désirée, au diapason des contingences de l'appareil industriel et des nouvelles compétences qui se font jour.



FORMER, DE PLUS EN PLUS, DE MIEUX EN MIEUX. L'ENJEU DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Par Olivier Faron – Avril 2017

La formation professionnelle est un formidable enjeu social et économique. C'est un enjeu individuel pour les milliers de salariés, dont les carrières vont connaître des changements croissants, et un enjeu collectif au cœur de la politique de ressources humaines des entreprises, pour lesquelles c'est un levier de développement incontournable. Pourtant, les situations sont très variables selon les pays, selon les types d'entreprises, selon les cycles de formation...

Beaucoup dépend du bon déploiement du triangle formé entre l'actif, l'entreprise et l'organisme de formation. Les modalités de transmission des compétences sont fortement impactées par les processus de digitalisation. La loi de mars 2014 marque une rupture, en entraînant des obligations différentes et donc une nouvelle répartition des rôles, via un renforcement de l'intervention des Régions et de l'Europe. Cette loi crée surtout de nouveaux outils comme le conseil en évolution professionnelle, pour orienter, ou le compte personnel de formation, pour capitaliser. Ces deux dispositifs deviennent les pivots du nouveau système institué, en plaçant l'actif au cœur de la demande. La formation professionnelle de demain devra désormais respecter des exigences de qualité, dues tant aux prescripteurs qu'aux apprenants. À la clé, la question centrale est bien celle d'une formation professionnelle à même de réduire les inégalités devant l'emploi, plutôt que d'accentuer les avantages des insiders.

La formation professionnelle est un monde avec ses règles et, souvent, ses exceptions, ses acteurs et leurs contraintes. Un monde qui couvre une réalité vitale, notamment pour un pays comme la France, qui doit disposer d'une offre de formations qualifiantes adaptée à la nécessaire montée en compétence de l'ensemble de ses actifs. La question centrale est bien celle d'une formation professionnelle à même de réduire les inégalités devant l'emploi, plutôt que d'accentuer les avantages des insiders.

LES ENQUÊTES DE LA FONDATION

OÙ VA LA DÉMOCRATIE ?



Enquête menée par l'Institut Ipsos dans 26 pays auprès d'échantillons représentatifs de la population âgée de 18 ans et plus dans chacun des pays. Au total : 22.041 personnes ont été interrogées.

L'enquête a du 15 février au 9 mars 2017 selon le schéma suivant :

Allemagne (1004), Autriche (1003), Belgique (1004), Bulgarie (600), Croatie (503), Danemark (600), Espagne (1000), Estonie (500), États-Unis (1002), Finlande (603), France (1001), Grèce (1000), Hongrie (1000), Italie (1002), Lettonie (501), Lituanie (500), Norvège (602), Pays-Bas (1002), Pologne (1002), Portugal (1000), République Tchèque (1003), Roumanie (1001), Royaume-Uni (1003), Slovaquie (601), Suède (1002), Suisse (1002).

PARTICIPATION ET MOTIVATIONS DU VOTE À LA PRIMAIRE DU PARTI SOCIALISTE – VAGUE 2



L'enquête réalisée par l'IFOP pour la Fondation pour l'innovation politique, a été menée auprès d'un échantillon de 6.951 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Au sein de cet échantillon ont été isolés deux profils d'électeurs :

- les électeurs « tangents » (9%), susceptibles de se rendre aux urnes pour la primaire organisée par le Parti Socialiste,
- les électeurs certains d'aller voter (6%).

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée, niveau d'éducation) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 12 au 16 janvier 2017. Cette vague 2 fait suite à la vague 1 réalisée en octobre 2016 concernant la primaire du PS et aux deux vagues qui ont eu lieu en octobre et novembre 2016 pour la primaire de la droite et du centre.

COMBIEN DE CANDIDATS POUR UN DÉBAT ?



Comment les Français réagissent-ils à l'organisation d'un débat pré-premier tour entre 5 candidats à l'élection présidentielle 2017 ?

L'enquête a été confiée à l'institut Harris Interactive. Le questionnaire a été administré en ligne les 17 et 18 mars 2017, auprès d'un échantillon de 1.122 personnes représentatif des Français âgés de 18 ans et plus, constitué selon la méthode des quotas : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

LES FRANÇAIS ET LEUR PERCEPTION DE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE



Quel regard les Français portent-ils sur la campagne présidentielle? Quelle est leur opinion sur le rôle des médias et le nombre de candidats dans cette campagne ? Dans quelle mesure celle-ci modifie-t-elle leur choix concernant l'élection présidentielle ?

L'enquête a été confiée à l'institut Harris Interactive. Le questionnaire a été administré en ligne du 11 au 12 avril 2017, auprès d'un échantillon de 1.913 personnes représentatif des Français âgés de 18 ans et plus, constitué selon la méthode des quotas : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

LES FRANÇAIS ENTRE ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE ET ÉLECTIONS LÉGISLATIVES



L'enquête réalisée par l'IFOP pour la Fondation pour l'innovation politique, a été menée auprès d'un échantillon de 3.002 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Ont été interrogées 2.802 personnes inscrites sur les listes électorales.

Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 29 au 31 mai 2017.

PARTICIPER AU DÉBAT PUBLIC

• NOS LIVRES ANNUELS	25
• NOS BLOGS : «TROP LIBRE» ET «ANTHROPOTECHNIE»	26
• NOS TABLES RONDES	29
• NOS PARTENARIATS	35
• LE SITE DE LA FONDATION : FONDAPOL.ORG	43
• LES DONNÉES DE LA FONDATION : DATA.FONDAPOL.ORG	44
• LA NEWSLETTER DE LA FONDATION : FONDAPOL.MAG	44
• LA WEB TV DE LA FONDATION : FONDAPOL.TV	45

NOS LIVRES ANNUELS

L'OPINION EUROPÉENNE (2009-2017)



L'ouvrage *L'Opinion européenne* dédié à l'étude de la société civile européenne, est publié chaque année.

INNOVATION POLITIQUE (2011-2017)



Recueil d'expertises et de réflexions originales destinés à nourrir le débat public, la série *Innovation politique* regroupe chaque année les principaux travaux réalisés par la Fondation pour l'innovation politique.

Acteur reconnu dans le débat d'idées, la Fondation pour l'innovation politique a souhaité affirmer sa voix libérale, progressiste et européenne à travers une pluralité de médias.

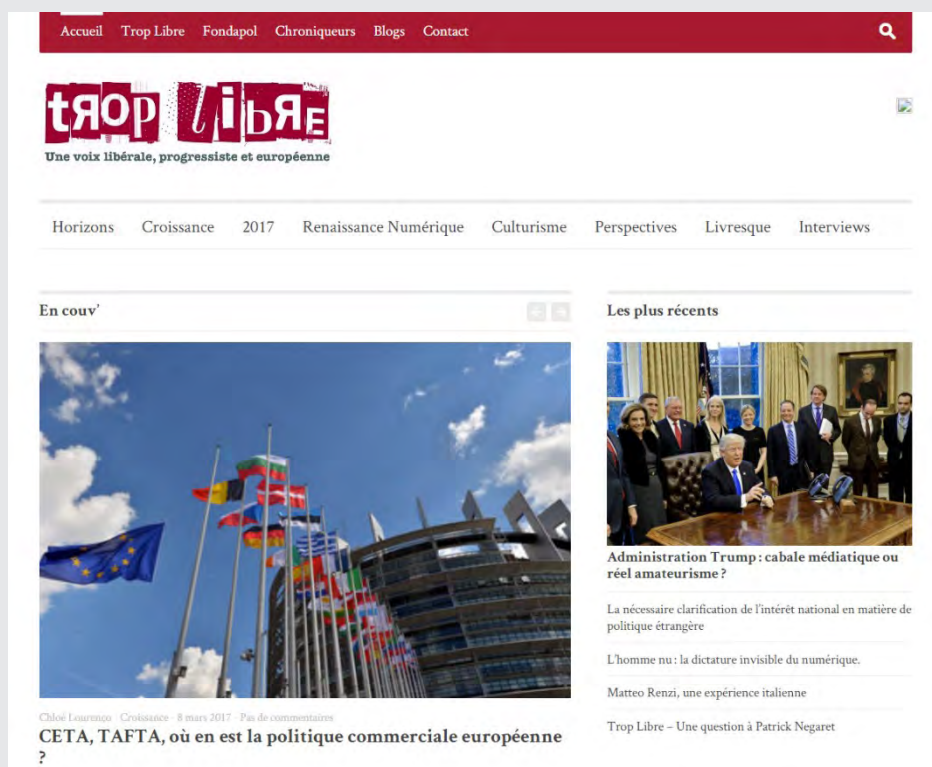
LE BLOG «TROP LIBRE»

Le blog «**Trop libre**» constitue un «hub» des idées innovantes en France, une tête de prospection des pratiques réformistes, des débats intellectuels et des innovations politiques à travers le monde.

Il s'agit d'une plateforme de référence pour l'expression des débats au sein de l'opposition. Nous souhaitons que «**Trop libre**» devienne la plateforme sur laquelle les élus pourront faire avancer le débat d'idées.

Dans ce cadre, nous faisons appel à des contributeurs occasionnels et mobilisons des chroniqueurs réguliers, français et étrangers. «**Trop libre**» propose également une importante veille dédiée aux effets de la révolution numérique sur les pratiques politiques, économiques et sociales dans sa rubrique «Renaissance numérique».

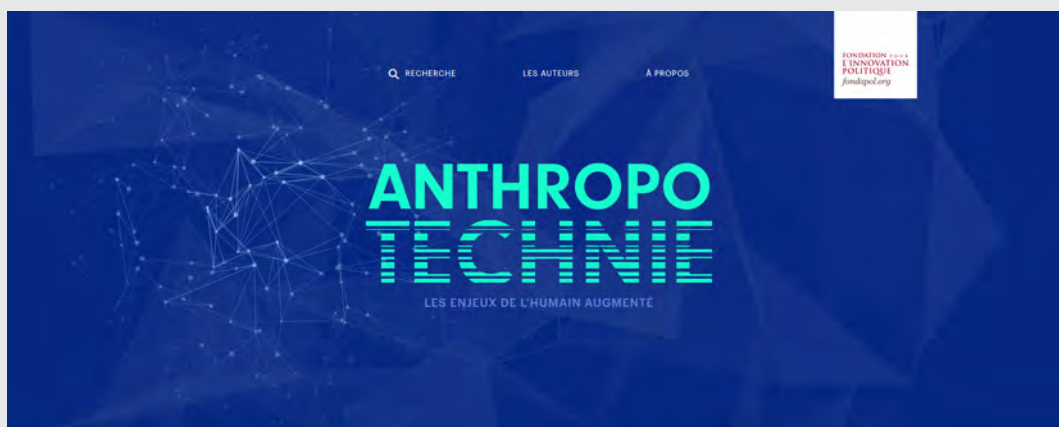
Ce blog est animé par **Erwan Le Noan**, consultant en stratégie et membre du Conseil scientifique et d'évaluation de la Fondation pour l'innovation Politique.



LE BLOG « ANTHROPOTECHNIE »

Le blog « **Anthropotechnie** » assure une veille informationnelle sur les technologies redéfinissant le vivant et l'humain : clonage reproductif, hybridation homme/machine, ingénierie génétique et manipulations germinales. À la croisée des nanotechnologies, de la biologie, de l'informatique et des sciences cognitives, le geste prométhéen ressurgit, dans une radicalité inédite. Les enjeux éthiques, philosophiques, économiques et politiques sont considérables. Une anthropolittérature se fait jour, pour le meilleur des mondes ou la pire des tyrannies.

Le blog est animé par **Élisabeth de Castex**, docteur en science politique, auteur d'une thèse relative à ces questions et membre du Conseil scientifique et d'évaluation de la Fondation pour l'innovation politique.



Fondation pour l'innovation politique - le 14 décembre 2017



NOS TABLES RONDES

LES CONSÉQUENCES DU BREXIT DÉBAT À PARTIR DE L'OUVRAGE *OÙ VA LA DÉMOCRATIE ?*

14 décembre 2017

À l'initiative d'*En Marche Sciences Po*, *Marie Lebec* et *Christelle Dubos*, députées membres de la mission d'information « Suivi des négociations liées au Brexit », *David Hanley*, co-auteur de l'ouvrage, professeur émérite en études européennes et ancien directeur de l'École d'études européennes de l'Université de Cardiff, et *Dominique Reynié* ont échangé notamment sur les conséquences du Brexit.

Étaient entre autres débattus :

- Les raisons du Brexit : similitudes et différences entre Britanniques et Européens ;
- Le processus de sortie et les sujets de négociation, dont la question épineuse de la frontière entre la république d'Irlande et l'Irlande du nord ;
- Le Brexit Blues ;
- Brexit, Euroscepticisme, Populismes : comment ranimer le débat démocratique européen ?

À l'occasion de la sortie du dernier ouvrage de la Fondation pour l'innovation politique,

OÙ VA LA DÉMOCRATIE ?

édité chez Plon, Paris, octobre 2017, 320 pages, en librairie

Dominique Reynié, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique, vous prie d'assister à un café-débat.

Le Brexit témoigne de l'importance des dérives populistes qui touchent les démocraties européennes. Il doit être l'occasion de relancer la réflexion sur l'avenir de l'Union européenne.

Face aux effets du grand changement historique que subissent les sociétés occidentales, *Où va la démocratie ?*, sous la direction de Dominique Reynié, s'impose comme un ouvrage collectif de référence pour analyser et comparer l'état actuel de la démocratie de part et d'autre de l'Atlantique. Avec plus de 22 000 citoyens interrogés dans vingt-six pays et à travers les analyses d'un prestigieux panel d'universitaires, l'étude aborde de nombreuses questions, parmi lesquelles l'attachement au vote, la confiance dans les institutions, la confiance dans les gouvernants mais aussi dans les médias, la perception de l'immigration, de l'islam, etc.

À la demande d'En Marche Sciences Po, Marie Lebec et Christelle Dubos, députées membres de la mission d'information « Suivi des négociations liées au Brexit », David Hanley, co-auteur de l'ouvrage, professeur émérite en études européennes et ancien directeur de l'École d'études européennes de l'Université de Cardiff, et Dominique Reynié échangeront notamment sur les conséquences du Brexit.

Seront entre autres débattus :

- Les raisons du Brexit : similitudes et différences entre Britanniques et Européens ;
- Le processus de sortie et les sujets de négociation, dont la question épineuse de la frontière entre la république d'Irlande et l'Irlande du nord ;
- Le Brexit Blues ;
- Brexit, Euroscepticisme, Populismes : comment ranimer le débat démocratique européen ?

JEUDI 14 DÉCEMBRE 2017 DE 8H15 À 9H15

L'accueil aura lieu dès 8h00

Dans les locaux de la Fondation pour l'innovation politique,
11 rue de Grenelle - Paris 7^e



Retransmis en direct sur la page Facebook de la Fondation



Participez au débat via Twitter en utilisant : #fondapoltv

En raison d'un nombre de places très limité nous vous demandons de bien vouloir **vous inscrire avant le 12 décembre au 01 47 53 67 10**
ou par e-mail à natasha.caillot@fondapol.org

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org



FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

OÙ VA LA DÉMOCRATIE ?

Sous la direction de Dominique Reynié
Plon, Paris, octobre 2017, 320 pages

Depuis plusieurs années déjà, les signes d'une fragilisation du monde démocratique se multiplient. La hausse de l'abstention, l'installation d'un puissant vote populiste et les fractures territoriales et culturelles en sont les signes les plus remarquables. À des degrés divers, la défiance à l'égard des institutions, des acteurs politiques et du monde médiatique est commune à la plupart des démocraties.

Les démocraties subissent les effets du grand changement historique. Le vieillissement démographique fragilise les politiques de solidarité, indispensables à la cohésion sociale. La globalisation et le basculement démographique et migratoire font douter de la capacité de régulation, voire de gouvernement, des États. Dans le monde démocratique, on ne met pas encore en doute massivement la valeur du vote mais on s'interroge de plus en plus sur son efficacité et son utilité.

Voilà pourquoi il importe de mieux définir l'état présent de la démocratie. C'est dans ce but que l'enquête *Où va la démocratie ?* a été conçue par la Fondation pour l'innovation politique. Sa réalisation a été confiée à l'institut Ipsos, qui a administré un questionnaire en 23 langues différentes. Plus de 22 000 citoyens ont été interrogés dans 26 pays : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Suède et la Suisse.

L'enquête aborde de nombreuses questions, parmi lesquelles l'attachement au vote, la confiance dans les institutions, la confiance dans les gouvernants mais aussi dans les médias, l'immigration, l'islam, etc. Cette enquête est le fruit d'un travail collectif. Outre les réflexions des membres de l'équipe de la Fondation pour l'innovation politique et de celle de l'institut Ipsos, elle comprend aussi les contributions des universitaires Oriol Bartomeus, Bruno Cautrès, Corinne Deloy, David Hanley, Aminata Kone, Marc Lazar, Anne Muxel, Pascal Perrineau, Dominique Reynié, Johan Rochel, Jacques Rupnik, Corentin Sellin, Christophe de Voogd et Mathieu Zagrodzki. Avec les données recueillies et présentées dans ce volume, nous souhaitons alimenter les réflexions sur l'avenir du régime démocratique à l'âge de la transition démographique et de la globalisation.

Fondation pour l'innovation politique - le 22 novembre 2017



LES DÉMOCRATIES FACE À LA MONTÉE DES RÉGIONALISMES EN EUROPE DÉBAT À PARTIR DE L'OUVRAGE *OÙ VA LA DÉMOCRATIE ?*

22 novembre 2017

À l'initiative des *Républicains Sciences Po*, **Marc Lazar**, directeur du Centre d'Histoire de Sciences Po et grand spécialiste de la vie politique italienne, et **Dominique Reynié** ont échangé sur l'état des démocraties face à la montée des régionalismes en Europe en se basant sur les résultats tirés de l'étude *Où va la démocratie ?*.

Étaient entre autres débattus :

- Les répercussions des revendications indépendantistes en Catalogne et des récentes consultations en Lombardie et Vénétie sur la démocratie ;
- Les principales causes de cette montée des régionalismes en Europe méditerranéenne ;
- Les outils démocratiques pour y remédier.

Présentation du dernier ouvrage
de la Fondation pour l'innovation politique,

« OÙ VA LA DÉMOCRATIE ? »

édité chez Plon, Paris, octobre 2017, 320 pages, en librairie

Dominique Reynié, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique, vous prie d'assister à un café-débat à l'occasion de la sortie de cet ouvrage.

Depuis plusieurs années déjà, les signes d'une fragilisation du monde démocratique se multiplient, dont la hausse de l'abstention et l'installation d'un puissant vote populiste en sont les signes les plus remarquables.

Face aux effets du grand changement historique que subissent les sociétés occidentales, *Où va la démocratie ?*, sous la direction de Dominique Reynié, s'impose comme un ouvrage collectif de référence pour analyser et comparer l'état actuel de la démocratie de part et d'autre de l'Atlantique. Avec plus de 22 000 citoyens interrogés dans vingt-six pays, l'étude aborde à travers les analyses d'un prestigieux panel d'universitaires de nombreuses questions, parmi lesquelles l'attachement au vote, la confiance dans les institutions, la confiance dans les gouvernants mais aussi dans les médias, l'immigration, l'islam, etc.

À la demande des *Républicains Sciences Po*, **Marc Lazar**, directeur du Centre d'Histoire de Sciences Po et grand spécialiste de la vie politique italienne, et **Dominique Reynié** échangeront sur l'état des démocraties face à la montée des régionalismes en Europe en se basant sur les résultats tirés de l'étude *Où va la démocratie ?*.

Seront entre autres débattus :

- Les répercussions des revendications indépendantistes en Catalogne et des récentes consultations en Lombardie et Vénétie sur la démocratie ;
- Les principales causes de cette montée des régionalismes en Europe méditerranéenne ;
- Les outils démocratiques pour y remédier.

MERCREDI 22 NOVEMBRE 2017 de 8h30 à 9h30

L'accueil aura lieu dès 8h00

Dans les locaux de la Fondation pour l'innovation politique,
11 rue de Grenelle - Paris 7^e

Retransmis en direct sur la page Facebook de la Fondation

Participez au débat via Twitter en utilisant : #fondapoltv

En raison d'un nombre de places très limité nous vous demandons de bien vouloir vous inscrire avant le 21 novembre au 01 47 53 67 10 ou par e-mail à natasha.caillot@fondapol.org

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org



OÙ VA LA DÉMOCRATIE ?

Sous la direction de Dominique Reynié
Plon, Paris, octobre 2017, 320 pages

Depuis plusieurs années déjà, les signes d'une fragilisation du monde démocratique se multiplient. La hausse de l'abstention, l'installation d'un puissant vote populiste et les fractures territoriales et culturelles en sont les signes les plus remarquables. À des degrés divers, la défiance à l'égard des institutions, des acteurs politiques et du monde médiatique est commune à la plupart des démocraties.

Les démocraties subissent les effets du grand changement historique. Le vieillissement démographique fragilise les politiques de solidarité, indispensables à la cohésion sociale. La globalisation et le basculement démographique et migratoire font douter de la capacité de régulation, voire de gouvernement, des États. Dans le monde démocratique, on ne met pas encore en doute massivement la valeur du vote mais on s'interroge de plus en plus sur son efficacité et son utilité.

Voilà pourquoi il importe de mieux définir l'état présent de la démocratie. C'est dans ce but que l'enquête *Où va la démocratie ?* a été conçue par la Fondation pour l'innovation politique. Sa réalisation a été confiée à l'institut Ipsos, qui a administré un questionnaire en 23 langues différentes. Plus de 22 000 citoyens ont été interrogés dans 26 pays : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Suède et la Suisse.

L'enquête aborde de nombreuses questions, parmi lesquelles l'attachement au vote, la confiance dans les institutions, la confiance dans les gouvernants mais aussi dans les médias, l'immigration, l'islam, etc. Cette enquête est le fruit d'un travail collectif.

Outre les réflexions des membres de l'équipe de la Fondation pour l'innovation politique et de celle de l'institut Ipsos, elle comprend aussi les contributions des universitaires Oriol Bartomeus, Bruno Cautrès, Corinne Deloy, David Hanley, Aminata Kone, Marc Lazar, Anne Muxel, Pascal Perrineau, Dominique Reynié, Johan Rochel, Jacques Rupnik, Corentin Sellin, Christophe de Voogd et Mathieu Zagrodzki. Avec les données recueillies et présentées dans ce volume, nous souhaitons alimenter les réflexions sur l'avenir du régime démocratique à l'âge de la transition démographique et de la globalisation.



FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

RÉFÉRENDUM SUR L'INDÉPENDANCE DE LA CATALOGNE, POUR OU CONTRE ?

18 septembre 2017

Dominique Reynié a modéré la discussion sur le référendum de l'indépendance de la Catalogne entre **Teresa Freixes**, Professeur de Droit constitutionnel de l'Université Autònoma de Barcelone, Professeur Jean Monnet *ad personam* et présidente de Concordia Civica et **Marti Anglada**, Délégué du Gouvernement de la Catalogne en France.

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org



Référendum sur
L'INDÉPENDANCE DE LA CATALOGNE
pour ou contre ?

Dominique Reynié,
Directeur général de la Fondation pour l'innovation politique

vous invite à suivre une discussion avec

Teresa Freixes,
Professeur de Droit constitutionnel de l'Université Autònoma de Barcelone,
Professeur Jean Monnet *ad personam* et présidente de Concordia Civica
et
Marti Anglada,
Délégué du Gouvernement de la Catalogne en France.

Lundi 18 septembre de 12h30 à 13h30

Le président indépendantiste de la région de Catalogne, Carles Puigdemont, et les indépendantistes catalans organisent un référendum sur l'indépendance de la Catalogne le 1^{er} octobre. Madrid a déclaré ce référendum « illégal ». Que peut-on penser d'un tel référendum ? Faut-il souhaiter l'indépendance de la Catalogne ? Quels sont les effets possibles de ce référendum sur les autres pays européens et sur l'Union européenne elle-même ?

L'organisation de ce référendum est un événement important. Il nous éclaire non seulement sur l'état de l'Europe, mais aussi sur la situation de la démocratie. La Fondation pour l'innovation politique estime qu'il est nécessaire d'en débattre.

C'est pourquoi elle organise le lundi 18 septembre 2017, de 12h30 à 13h30, une discussion entre Marti Anglada favorable au référendum et à l'indépendance et Teresa Freixes opposée au référendum et à l'indépendance.

**La discussion modérée par Dominique Reynié
sera retransmise en direct sur le site internet**
www.fondapol.org
Participez via Twitter en utilisant : #fondapoltv



Pour revoir le débat :

<http://www.fondapol.org/fondapol-tv/referendum-sur-lindependance-de-la-catalogne-pour-ou-contre-2/>

NOS ENTRETIENS AVEC LES REPRÉSENTANTS DES CANDIDATS À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Dans le cadre de la campagne à l'élection présidentielle 2017, la Fondation pour l'innovation politique a invité les onze candidats à débattre à la Fondation. Furent auditionnés *Henri de Castries*, soutien de François Fillon le lundi 27 mars, ainsi que *Gérard Collomb*, soutien d'Emmanuel Macron, le mercredi 29 mars 2017 – seuls candidats ayant répondu à notre invitation.



Fondapol-Présidentielle 2017-intervention de Henri de Castries, lundi 27 mars 2017 ©François Daburon



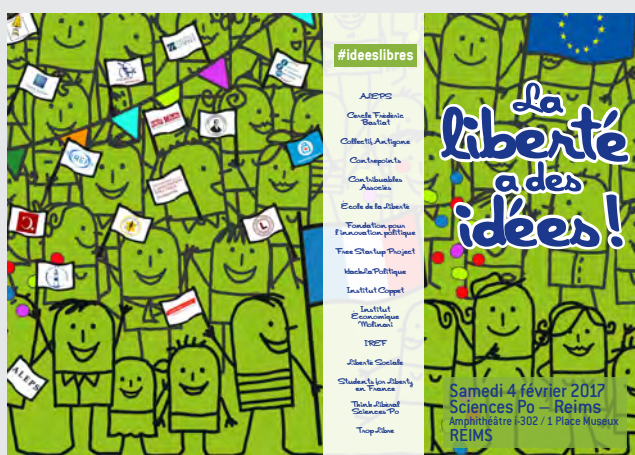
Fondapol-Présidentielle 2017-intervention de Gérard Collomb, mercredi 29 mars 2017 ©François Daburon



NOS PARTENARIATS

LA LIBERTÉ A DES IDÉES

Samedi 4 février 2017
À Reims



Samedi 11 mars 2017
À Lyon



Un projet qui rassemble près de 16 think-tanks et associations souhaitant œuvrer pour la diffusion des idées de la liberté, et susciter l'entrepreneuriat, au premier sens du terme, dans tous les domaines. Cet événement a rassemblé des connaisseurs et des bâtisseurs d'alternatives pour de courtes interventions inspirantes: professeurs, directeurs de think-tanks, chercheurs, ainsi que spécialistes, entrepreneurs, startups ou leaders d'associations et projets.

Dans une ambiance créatrice d'opportunités pour tous les participants, ce rassemblement a permis de nourrir le débat avec des idées, des auteurs et des ouvrages, autant que de mettre à l'honneur des projets radicaux sur des thèmes comme l'éducation, l'économie collaborative, la santé, les choix de vie, le syndicalisme ou encore la fiscalité. Autant de sujets bouleversés par l'innovation du numérique ou par le retour des interactions spontanées.

La diversité des sujets, de même que l'intervention d'acteurs de la société civile ayant une forte expérience du terrain, permettront, nous l'espérons, de susciter de nouvelles initiatives civiles, pour faire de la politique autrement, ici et maintenant.

PLACE DE LA SANTÉ : RÉFLEXIONS SUR LES ENJEUX DE LA SANTÉ

La Fondation a produit divers articles pour PlacedelaSanté.fr :



Alors que la santé et la protection sociale sont au cœur des préoccupations des Français, ces thèmes sont peu ou pas présents dans les débats présidentiels. Afin de remettre ces enjeux au centre des débats, la **Mutualité Française**, en partenariat avec la **Fondation pour l'innovation politique**, la **Fondation Jean-Jaurès** et **Terra Nova**, lance **PlacedelaSanté.fr**.

L'objet de ce site participatif est d'explorer ces enjeux, de décrypter les programmes en matière de santé et de protection sociale, et d'interpeller les candidats à l'élection présidentielle. Ouvert à tous, le site proposera aux internautes de contribuer en commentant les contenus, en postant leurs tribunes ou en interpellant les candidats.

PLACE DE LA SANTÉ

Mardi 21 février 2017 - Colloque

À l'initiative de la **Mutualité Française**, et en partenariat avec trois think tanks, la **Fondation pour l'innovation politique**, la **Fondation Jean-Jaurès** et **Terra Nova**, les candidats à l'élection présidentielle ont été invités à présenter leurs propositions en matière de santé et de protection sociale le 21 février 2017 à Paris.



Lors de cet événement, animé par Audrey Pulvar, ils ont répondu notamment aux interpellations des Français postées sur le site participatif PlacedelaSanté.fr. Les résultats d'une vaste enquête sur les attentes des Français en matière de santé, menée par Harris Interactive, ont été présentés à cette occasion.

ÉTATS, RELIGIONS, LAÏCITÉS : LES NOUVEAUX FONDAMENTALISTES. ENJEUX NATIONAUX ET INTERNATIONAUX.

En partenariat avec le Collège des Bernardins.

La Fondation pour l'innovation politique est partenaire du séminaire de recherche: *États, religions, laïcités : les nouveaux fondamentalistes. Enjeux nationaux et internationaux*, avec le Collège des Bernardins.



Suite aux événements tragiques de 2015, le département de recherche « Société Liberté Paix » du *Collège des Bernardins* consacre sa recherche fondamentale à la question des nouveaux fondamentalismes en France en partenariat avec la *Fondation pour l'innovation politique*, les *Poissons Roses*, *Ichthus* et *l'Institut catholique de Paris*.

L'enjeu du séminaire consiste d'une part à comprendre les trajectoires de jeunes Français vers le fondamentalisme religieux, et d'autre part à s'intéresser à des parcours fondamentalistes se réclamant d'autres références plus idéologiques. Enfin le séminaire permettra de s'interroger sur le rapport de la modernité à la question du sens, et à l'absence grandissante de réponses aux quêtes de sens des jeunes. Ce vide de sens semble être en première analyse l'une des principales sources de la fièvre fondamentaliste actuelle.

L'objectif de la première année a été, à partir de certaines études portant sur les parcours des nouveaux fondamentalistes, de comprendre de façon anthropologique et trans-disciplinaire les ressorts et les mécanismes du fondamentalisme.

L'objectif de la seconde année est de trouver des solutions à la double crise de la modernité et de la perte de sens qui sont à la source des engagements fondamentalistes. Un travail sera fait sur les issues possibles aux fondamentalismes, aux différentes étapes de leurs formations.

Première année (2015-2016) : neuf séances.

CARTOGRAPHIE DES FONDAMENTALISMES

Introduction du séminaire: Retour sur les événements de janvier 2015. Peut-on parler du choc de plusieurs types de fondamentalisme? Quels enjeux pour l'Église?

Comment passe-t-on d'une mentalité radicale, ou zélote, à une position de combat voire à l'engagement terroriste? Parcours vers les différents fondamentalismes. Aspects historiques, anthropologiques et psychologiques.

Théories du complot, effritements de la vérité conceptuelle, structures désangoissantes, retour des propagandes et nébuleuses internet. Après avoir décodé leurs discours, comment répondre à certains auteurs nihilistes et conspirationnistes?

Comment les religions ont-elles canalisé dans le passé ce type de posture fondamentaliste ou intégriste? Comment concilient-elles la foi et la raison dans des époques et des contextes différents? Histoire du rapport des religions à l'image et à la caricature. L'émotionnel médiatique: comment prendre distance?

Les fondamentalistes de l'islam. Les formes actuelles du djihadisme. La théologie de Daech. L'apocalyptisme.

Laïcité et laïcisme. Société atomisée et perte de sens: Les gisements du fondamentalisme ultra moderne. (avec Dominique Reynié).

Situation de la libre pensée et de l'athéisme en France et analyse du phénomène *Charlie Hebdo*.

Comment la République a elle-même évolué dans son rapport aux valeurs issues de la révolution française? Comment doit-elle évoluer pour permettre un équilibre entre ses valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité?

Crise du sens dans la société moderne et parcours fondamentalistes en Europe.

Quels fondamentalistes en Israël?

Seconde année (2016-2017) : sept séances.

QUELLES RÉPONSES À LA MONTÉE DES FONDAMENTALISMES EN FRANCE ET DANS LE MONDE ?

Quelles évolutions prévoir du rapport États, religions et laïcités en France?

Quelles sont les ressources de la République pour canaliser la violence? Quel travail dans les prisons?

Le malaise entre politique et religion. Comment sortir du cercle vicieux entre modernisme et fondamentalisme? Quel rôle des médias?

Quel travail de terrain contre les filières de recrutement est mené? Comment promouvoir dans les quartiers périphériques la confiance, la tolérance, la coexistence, la reconnaissance, l'hospitalité...?

Quelles solutions en matière de diplomatie pour la France? Quelle politique internationale de prévention des fondamentalismes?

La radicalisation est-elle un mal en soi? Comment orienter la radicalité vers le bien commun? Que proposent les Eglises et les ONG pour intégrer liberté de conscience et esprit critique mais aussi pour promouvoir le respect d'autrui et du bien commun?

Comment retrouver les fils de la fraternité aux côtés de celles de la liberté et de l'égalité? Y-a-t-il une voie théologico-politique? Une voie oecuménique et inter-religieuse?

Quelle politique éducative et scolaire, laïque et ouverte à la diversité des convictions et des traditions religieuses est capable de faire face à la spirale de violence fondamentaliste?

Collège des Bernardins - le 15 mars 2017



COLLOQUE CONCLUSIF

Mercredi 15 mars 2017

4 tables rondes

PROGRAMME

13h45 - 14h

Accueil des participants

INTRODUCTION

Jean-Louis Bianco, président de l'Observatoire National de la Laïcité

14h - 15h30

BILAN DE DEUX ANNÉES DE RECHERCHE : LE TEMPS DU DIAGNOSTIC

Modérateur : **Bernard Bourdin**, professeur de philosophie politique et histoire des idées, Faculté des sciences sociales, Institut catholique de Paris

Dominique Desrues, secrétaire général de Formiris

Mgr Eric de Moulins Beaufort, évêque auxiliaire de Paris

Antoine de Romanet, co-directeur du département de recherche, Politique et Religions, Collège des Bernardins

15h30 - 15h45 Pause

15h45 - 17h45

QUELLES SOLUTIONS À LA CRISE DES NOUVEAUX FONDAMENTALISMES ? QUELLES ÉVOLUTIONS PRÉVOIR DU RAPPORT ÉTAT, RELIGIONS ET LAÏCITE EN FRANCE ?

Modérateur : **Antoine Arjakovsky**, co-directeur du département de recherche, Politique et Religions, Collège des Bernardins

Bernard Bourdin, professeur de philosophie politique et histoire des idées, Faculté des sciences sociales de l'Institut catholique de Paris

Patrice Obert, président du courant Les Poissons Roses, co-directeur avec Philippe de Roux du manifeste des Poissons Roses, A contre-courant, Le Cerf 2016

Guillaume de Prémare, délégué général d'Ichthus

Dominique Reynié, professeur des Universités à Sciences Po Paris et directeur général de la Fondation pour l'innovation politique

17h45 - 18h Pause

18h - 19h30

RÉACTIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Modérateur : **Guillaume de Prémare**, délégué général d'Ichthus

Younes Aberkane, docteur en Mathématiques, ancien chercheur au Commissariat à l'Énergie Atomique, en Intelligence Artificielle

Razika Adnani, écrivaine, philosophe et islamologue

Laurence Parisot, présidente du Medef de 2005 à 2013, femme d'affaire

19h30-20h30 Cocktail

20h30 - 21h45

RÉACTIONS DE RESPONSABLES RELIGIEUX ET POLITIQUES

Modérateur : **Antoine de Romanet**, co-directeur du département de recherche, Politique et Religions, Collège des Bernardins

Jean-Luc Marion, philosophe, membre de l'Académie française

Jean Pierre Mignard, avocat, essayiste, co-directeur de la rédaction de Témoignage chrétien

Sylvie Goulard, député européen (ALDE : Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe)

21h45 - 22h00

CONCLUSIONS

Modérateur : **Antoine de Romanet**

Patrice Obert et **Dominique Reynié**



JOURNÉE ANNUELLE DU LIVRE POLITIQUE

EN PARTENARIAT AVEC L'ASSEMBLÉE NATIONALE, LIRE LA POLITIQUE, LA FONDATION JEAN-JAURÈS, LE MONDE, LE POINT, LA CHAÎNE PARLEMENTAIRE LCP, FRANCE INFO.

26^{ème} JOURNÉE DU LIVRE POLITIQUE

« S'ENGAGER : LA DÉMOCRATIE À L'ÉPREUVE DES PASSIONS »

4 mars 2017



JOURNÉE ANNUELLE DU LIVRE D'ÉCONOMIE

EN PARTENARIAT AVEC LIRE L'ÉCONOMIE ET LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES



19^{ème} JOURNÉE DU LIVRE D'ÉCONOMIE

« DES ENTREPRISES FACE AUX ENJEUX DU XXI^e SIÈCLE »

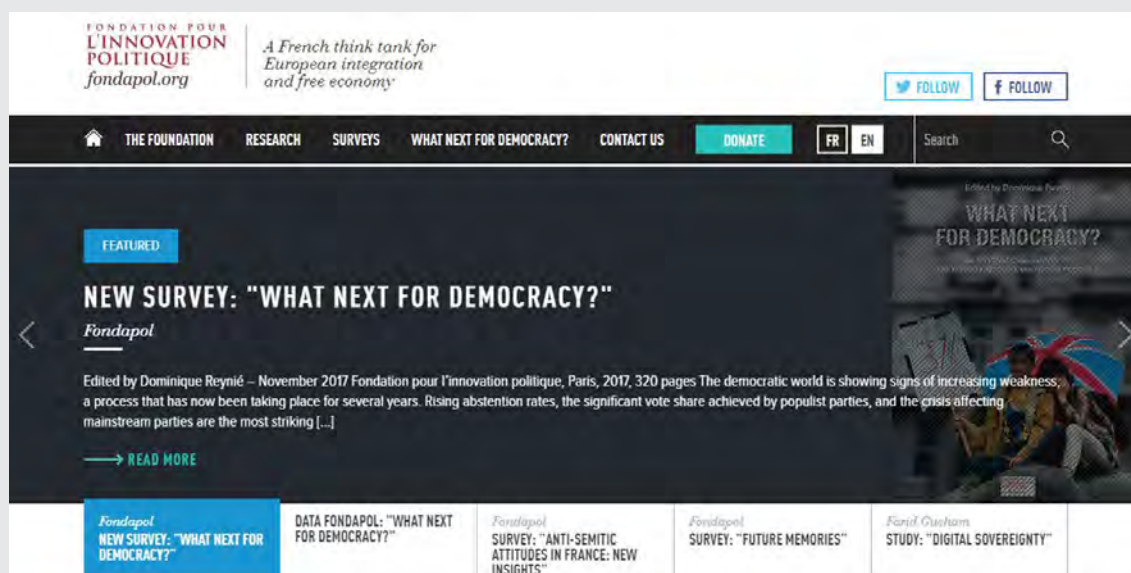
6 décembre 2017

LE SITE DE LA FONDATION : FONDAPOL.ORG

Dynamique et fonctionnel, le site de la Fondation pour l'innovation politique, fondapol.org met en valeur ses travaux grâce à son ergonomie et des visuels attractifs.



Le site est également accessible en anglais, tout comme un certain nombre d'études qui ont été traduites.



LES DONNÉES DE LA FONDATION : DATA.FONDAPOL

La plateforme [data.fondapol](http://data.fondapol.org) rend accessibles et utilisables par tous les données collectées lors de ses différentes enquêtes et en plusieurs langues, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales.

data.fondapol

LES DONNÉES LIBRES & GRATUITES DE LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
Sous la direction de Dominique Reynié, Directeur général de la Fondation pour l'innovation politique et Professeur des Universités à Sciences Po Paris

UNE INITIATIVE DE LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
Data.fondapol est une initiative de la Fondation pour l'innovation politique destinée à rendre accessibles et utilisables, par tous, les données collectées lors de nos différentes enquêtes et en plusieurs langues lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales. Notre démarche s'inscrit dans une perspective libérale de partage de l'information, de diffusion de la connaissance et de pluralisme des idées.
[Lire la suite](#)

DONNÉES RÉUTILISABLES
Nos données, publiées sous format Excel, sont libres de consultation et d'exploitation. Chacun est invité à partager ses analyses selon le modèle collaboratif qui enrichit la réflexion et le débat public.
[Lire la suite](#)

NOS DONNÉES

[AFFICHER TOUT](#) [CLASSES MOYENNES \(2\)](#) [DÉMOCRATIE \(1\)](#) [EUROPE \(4\)](#) [FRANCE \(8\)](#) [JEUNESSE \(3\)](#) [NON CLASSÉ \(1\)](#) [RETRAITE \(1\)](#) [TRAVAIL LE DIMANCHE \(1\)](#)

OÙ VA LA DÉMOCRATIE ? - WHAT NEXT FOR DEMOCRACY? (2017)
Réalisée par la Fondation pour l'innovation politique, « Où va la démocratie » est une enquête inédite dans 26 pays qui aborde de nombreuses questions, parmi lesquelles...

5 octobre 2017 | Démocratie

FRANCE : LES JUIFS VUS PAR LES MUSULMANS. ENTRE STÉRÉOTYPES ET MÉCONNAISSANCES
En France, la résurgence de l'antisémitisme est une évidence. Pourtant un trop grand nombre de personnes continuent de ne pas voir cette réalité. L'observation, la...

19 mai 2017 | Non classé

MÉMOIRES À VENIR (2014)
La Fondation pour l'innovation politique et la Fondation pour la Mémoire de la Shoah ont réalisé une étude internationale inédite auprès des nouvelles générations qui...

24 mars 2015 | Jeunesse

LES CLASSES MOYENNES ET L'ÉCOLE (2014)
La Fondation pour l'innovation politique a conçu une enquête afin de connaître la perception des classes moyennes sur l'école compte tenu des difficultés de l'éducation...

10 mai 2014 | Classes moyennes

L'ANTISÉMITISME DANS L'OPINION PUBLIQUE FRANÇAISE (2014)
En 2004, dans son Rapport sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, Jean-Christophe Rufin notait une diminution du rôle de l'extrême droite dans la...

10 mai 2014 | Non classé

LA JEUNESSE MONDIALE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (2012)
Le premier Sommet de la Terre s'est tenu au Brésil à Rio de Janeiro en 1992. Il posait déjà le problème du changement climatique. Vingt...

24 mars 2015 | Jeunesse

LA NEWSLETTER DE LA FONDATION : FONDAPOL.MAG

FONDATION pour l'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org

un think tank libéral, progressiste et européen
fondapol.mag - 11 octobre 2017

Dans la Fondapol mag, nous vous proposons de découvrir :

« Où va la démocratie ? », le nouvel ouvrage de la Fondation pour l'innovation politique, sous la direction de Dominique Reynié, paru aux Éditions Plon.

Nous vous proposons de lire ou revoir les notes suivantes :

- « Violence antisémite en Europe 2005-2015 », écrit par Johannes Dier Eickel, département de littérature, études régionales et de langues européennes, université d'Oslo. Centre de recherche sur l'antisémitisme (CRESO), université d'Oslo.
- « L'antisémitisme des populistes », écrit par Patrick Meeuwis, Docteur en histoire et docteur d'État en sciences politiques (PhD), chercheur au CNRS au laboratoire Dynamiques Européennes de l'université de Strasbourg.

Le 15 octobre a lieu en Autriche des élections législatives anticipées dans un contexte politique inédit, marqué d'un côté par un scrutin présidentiel laborieux à l'issue duquel la droite traditionnelle - SPÖ et ÖVP - ont été éliminés par les électeurs face à une forte poussée populiste. Rappel des faits à travers la rose de Francis Morin.

Enfin, le 15 octobre, le président sortant de la région, Carles Puigdemont, a promis de transformer la Catalogne en « République indépendante », tout en défendant une suspension du processus pour trouver une « solution régionale » avec l'Espagne. À cette occasion, nous vous proposons de consulter la table de la discussion « Pour ou contre l'indépendance de la Catalogne ? » qui s'est tenue le 15 septembre à la Fondation pour l'innovation politique.

À la une

Sous la direction de Dominique Reynié

OÙ VA LA DÉMOCRATIE ?
UNE ENQUÊTE INTERNATIONALE DE LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

La Fondapol dans les médias

LE FIGARO
Migrants, Brexit, la caricature peut s'en faire.

La Fondation pour l'innovation politique vous recommande

Homo Deus
Une brève histoire de l'avenir
Par Yu. N. Harari

La newsletter de la Fondation pour l'innovation politique est bimensuelle.

LA WEB TV DE LA FONDATION : FONDAPOL.TV

Cette Web TV propose les interviews des auteurs de nos publications, ainsi que les témoignages de personnalités qui déchiffrent l'actualité politique. On y retrouve également les documentaires et spots de la Fondation pour l'innovation politique liés à des événements historiques, ainsi que nos micros-trottoirs.



Fayçal Hafied



Farid Gueham



Anne Muxel



Aminata Kone



Johan Rochel



Laurence Daziano

NOS TRAVAUX

• NOS TRAVAUX (2009-2017)	46
• NOS PUBLICATIONS.....	48

NOS TRAVAUX (2009-2017)

NOS ENQUÊTES INTERNATIONALES

OÙ VA LA DÉMOCRATIE ?

Réalisée par la Fondation pour l'innovation politique, *Où va la démocratie* est une enquête inédite dans 26 pays qui aborde de nombreuses questions, parmi lesquelles l'attachement au vote, la confiance dans les institutions, la montée de l'autoritarisme, la confiance dans les gouvernants mais aussi dans les médias, les jugements suscités par la police et l'armée, l'état de l'opinion sur la peine de mort, l'immigration, l'avortement, les réfugiés ou l'islam, etc. Avec les données recueillies et présentées dans ce volume, nous souhaitons alimenter les réflexions sur l'avenir du régime démocratique à l'âge de la transition démographique et de la globalisation.



MÉMOIRES À VENIR (Histoire et mémoire chez les 16-29 ans)

La Fondation pour l'innovation politique et la Fondation pour la Mémoire de la Shoah ont réalisé une enquête internationale inédite auprès des nouvelles générations qui donne à voir la mémoire et les perceptions de la jeunesse sur les événements majeurs du XXe siècle comme ceux du XXIe siècle. L'institut IPSOS a interrogé 31 172 jeunes de 16 à 29 ans, en 24 langues différentes, dans 31 pays. Cette enquête a été présentée le 21 janvier 2015 au cours d'un colloque : *Mémoires à venir*.



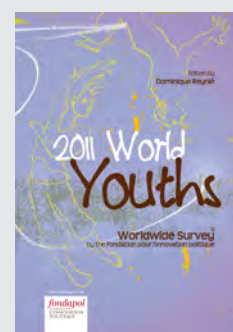
SCENARIO2012 (Les 16-29 ans et le développement durable)

Réalisée en partenariat avec l'ONU, *ScenaRio2012* est la première enquête mondiale sur les jeunes et le développement durable. 30 000 personnes ont été interrogées dans 30 pays différents dans 21 langues. Elle est née de la volonté commune de la Fondation pour l'innovation politique et de Nomadéis d'apporter une contribution innovante à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui s'est déroulée à Rio de Janeiro du 20 au 22 juin 2012. Cette enquête dresse un portrait de la jeunesse mondiale sous l'angle de son rapport au développement durable : ses choix, ses aspirations, ses craintes, sa perception de la mondialisation et ses valeurs.



2011, LA JEUNESSE DU MONDE (Les valeurs des 16-29 ans)

Conçue par la Fondation pour l'innovation politique et réalisée par le groupe TNS Opinion (devenu Kantar Public), *2011, La jeunesse du monde* est une enquête d'une ampleur exceptionnelle. Elle nous renseigne sur les manières de vivre, les opinions et les aspirations des jeunes de 16 à 29 ans à travers le monde. Plus de 32 700 personnes ont été interrogées dans 25 pays différents, couvrant les cinq continents.



NOS PUBLICATIONS















SÉRIE : VALEURS PARTAGÉES



SÉRIE : VALEURS D'ISLAM



SÉRIE : VALEURS D'ISLAM TRADUITE EN ARABE



SÉRIE : LE PROGRÈS C'EST NOUS !



SÉRIE : POLITIQUE DE L'EAU



SÉRIE : CLASSES MOYENNES

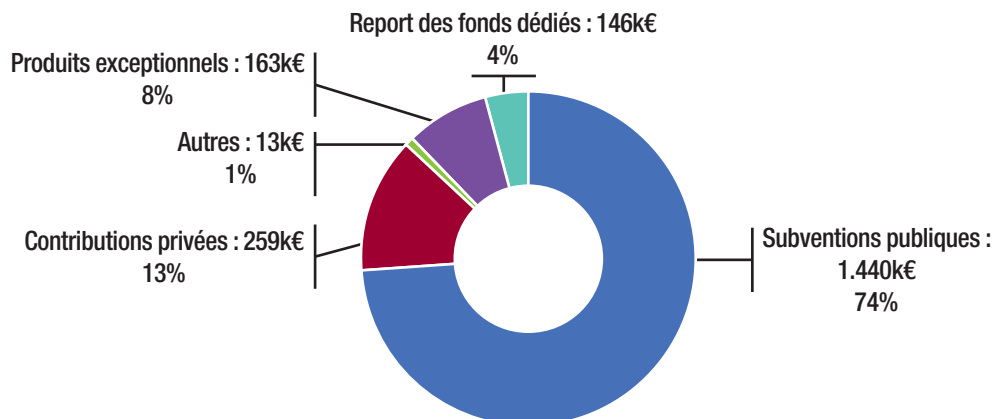


SÉRIE : OÙ EN SONT LES DROITES EN EUROPE ?

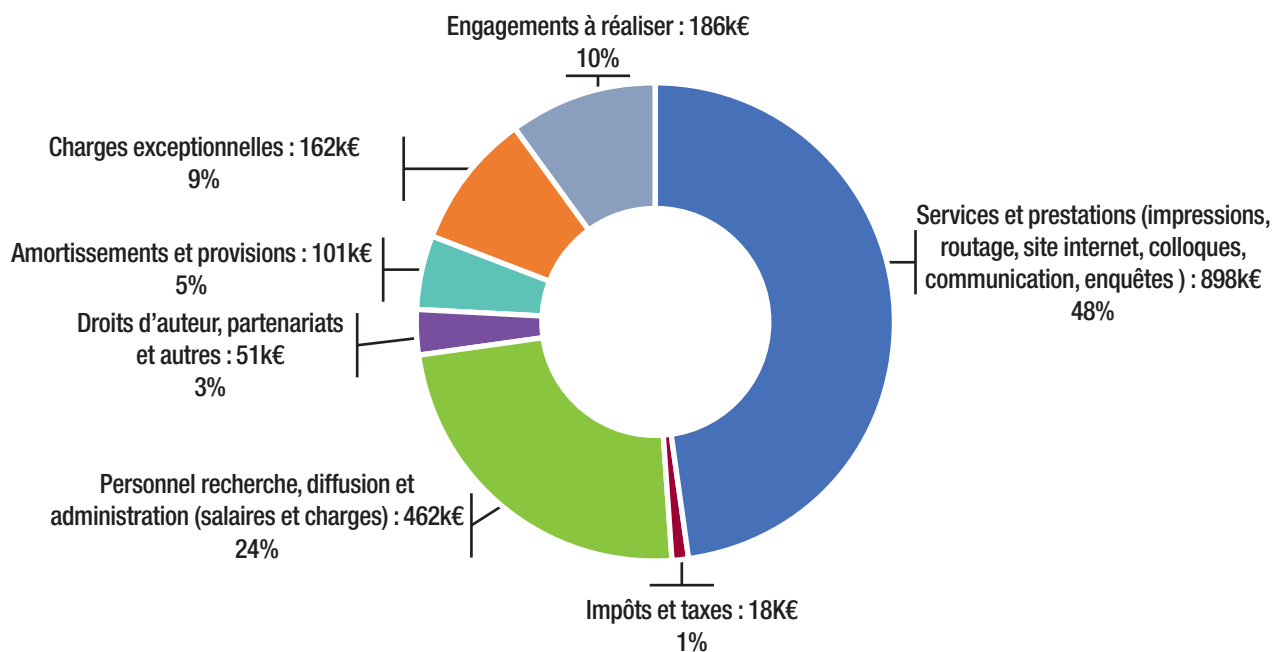


LES CHIFFRES

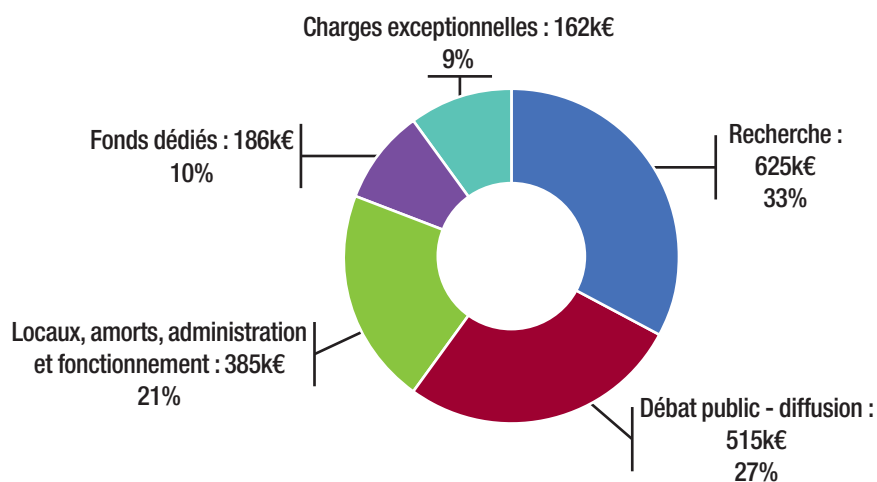
LES RECETTES



LES DEPENSES



VENTILATION DES DEPENSES



dont TVA, taxes, impôts et cotisations : 263 k€

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org